

Déclaration de déli Lénk sur l'Union Européenne

Refonder l'Union Européenne !

La crise dans laquelle nous nous trouvons ne nous vient pas seulement d'Amérique. Les politiques néolibérales menées par l'Union Européenne y ont largement contribué. Il faut bien nommer les choses par leur nom ! L'effondrement du système financier, qui sert de prétexte aux licenciements massifs actuellement en cours, n'est pas tant l'œuvre de quelques traders véreux que d'une politique générale de déréglementation et de libéralisation de l'économie. Cette politique a prévalu au cours des deux dernières décennies, délaissant les valeurs sociales au nom de la concurrence libre et non faussée, ordonnant la privatisation des services publics, encourageant les délocalisations et le dumping social. Et c'est exactement cette politique qui est inscrite dans le traité de Lisbonne que, malgré son rejet démocratique, l'on tente de nous imposer de force. La politique menée par l'Union Européenne n'est plus crédible !

Il faut refonder l'Union, la démocratiser et faire table rase du sacro-saint principe de la concurrence libre et non faussée, prônée par la stratégie de Lisbonne, qui cause l'appauvrissement galopant des salariés européens. Déli Lénk est en faveur du renforcement de l'Union politique, à condition que cette Union soit démocratique et respectueuse des droits politiques et sociaux acquis à l'échelle des États.

1. Pour une Europe démocratique

Une Europe sociale est seulement possible au sein d'une Europe démocratique. Car si l'UE peut actuellement mener une politique néolibérale, cela est avant tout dû à l'irresponsabilité de ses dirigeants, qui ne sont, s'agissant du Conseil et de la Commission, pas directement élus à leurs postes. Car les référendums de 2005 et de 2008 l'ont bien montré : si on les laisse décider par eux-mêmes, la plupart des Européens ne veulent pas d'une Europe à la sauce néolibérale. Or c'est précisément cela que les dirigeants politiques veulent empêcher à tout prix en prônant le maintien du système institutionnel et idéologique actuel, complété par quelques changements mineurs contenus dans le Traité de Lisbonne. Fondé sur la confusion des pouvoirs, la multiplication des instances de décision et l'absence de responsabilité des décideurs, ce système institutionnel est en effet le rêve de tout politicien soucieux d'échapper à l'emprise des électeurs, car il lui permet d'agir comme bon lui semble sans jamais être sanctionné. José Manuel Barroso est en difficulté au Portugal à cause de ses politiques néolibérales et de son soutien à la guerre en Irak ? Il appelle ses pairs européens pour se faire nommer Président de la Commission. Jean-Claude Juncker et Luc Frieden veulent libéraliser la Poste ? Ils disent que c'est « Bruxelles » qui en a décidé ainsi. Les gouvernements européens et la Commission veulent réintroduire la directive Bolkestein édulcorée par le Parlement ? Ils renvoient la balle à la Cour de Justice européenne qui, fidèle à sa jurisprudence ultralibérale, s'exécute. Cette manière de procéder est incompatible avec tous les principes démocratiques les plus élémentaires.

Il faut se rendre à l'évidence : l'Union Européenne n'est plus une simple organisation internationale chargée d'administrer un marché commun. C'est un espace politique de près de 500 millions d'habitants, dont elle régit la vie quotidienne de manière de plus en plus perceptible. Les deux tiers des textes votés par les parlements nationaux sont d'origine européenne. Notre monnaie est européenne. Nos minima sociaux en matière de temps du travail sont fixés par une directive communautaire. Le problème n'est pas que tant de décisions se prennent au niveau européen, car faire partie de ce grand ensemble permet théoriquement aux États de mieux protéger leurs populations contre les retombées négatives de la mondialisation. Le problème est que beaucoup de ces décisions, malgré leur importance, n'ont aucune légitimité démocratique.

57 Il n'y a pas de temps à perdre : il faut démocratiser l'Union. Cela passe avant tout par le
58 Parlement qui, en sa qualité de seule institution communautaire dont les membres sont élus au
59 suffrage universel direct, doit pouvoir dominer le jeu politique européen. Il est indispensable
60 de lui conférer le pouvoir de faire et de défaire la Commission, de proposer des lois, de
61 sanctionner l'activisme souvent excessif de la Cour de Justice et d'exercer un pouvoir de
62 contrôle sur la Banque Centrale Européenne. Pour ce faire, il faudra d'abord changer les
63 traités sur lesquels repose l'actuel système communautaire et qui lui tiennent lieu de loi
64 fondamentale. Et c'est prioritairement au Parlement européen, seul représentant légitime des
65 peuples au niveau européen, que doit incomber cette tâche, après une large consultation
66 populaire.

69 2. Pour une Europe sociale

71 Une Europe sociale est possible à condition de fondamentalement remettre en cause la
72 manière dont le droit communautaire fonctionne. Aujourd'hui, ce droit est instrumentalisé
73 pour mettre en œuvre des politiques néolibérales, entraînant délocalisations et dumping social.
74 Ainsi, le principe de « concurrence libre et non faussée » est invoqué pour progressivement
75 libéraliser, puis privatiser des services publics comme les chemins de fer ou la poste. Les
76 quatre « libertés communautaires » (libre circulation des marchandises, des services, du
77 capital, et des personnes) sont systématiquement utilisées par la Commission et la Cour de
78 Justice Européenne pour démolir coup après coup les législations sociales, les conventions
79 collectives et les libertés syndicales en vigueur dans les États membres. Sous prétexte que les
80 questions sociales ne font pas partie de ses compétences, la Cour de Justice Européenne, au
81 lieu de se déclarer incompétente, a développé une jurisprudence profondément biaisée en
82 faveur des grandes entreprises, appliquant une logique ultralibérale au détriment des droits des
83 salariés.

85 Une autre cause des politiques antisociales menées au sein de l'UE se situe au niveau de la
86 Banque Centrale Européenne. Échappant à toute forme de contrôle politique en raison de son
87 indépendance, son action se limite à une lutte obsessionnelle contre l'infraction. D'autres
88 considérations, pourtant prises en compte par d'autres banques centrales en dehors de
89 l'Europe, comme le chômage ou la baisse du pouvoir d'achat des salariés, sont royalement
90 ignorées par ses gouverneurs irresponsables.

92 La politique actuelle de l'UE pénalise également les salariés des nouveaux États membres. En
93 effet, principale réponse des institutions communautaires aux disparités économiques et
94 sociales entre les anciens et les nouveaux pays membres a été de soutenir le nivellement vers
95 le bas par le libre jeu du marché et l'application du principe Bolkestein. Au nom de la théorie
96 contestée des « avantages comparatifs », les pays d'Europe de l'Est ont ainsi été incités à
97 baisser leurs recettes fiscales et leur protection sociale pour attirer les investisseurs étrangers.
98 Vu l'ineptie de ces procédés, certains d'entre eux se retrouvent aujourd'hui au bord de la
99 faillite, avec des taux de chômage en constante progression, contraints de quémander des
100 aides supplémentaires à Bruxelles ou au FMI.

102 Il faut mettre un terme à la logique de l'harmonisation vers le bas. Le principe Bolkestein doit
103 être enlevé des textes européens pour garantir l'égalité entre travailleurs migrants et locaux.
104 La directive sur le détachement doit être revue et corrigée pour que les normes minimales
105 soient clairement fixées et les droits des travailleurs respectés. Déi Lénk est pour un
106 réajustement des salaires et des retraites vers le haut, effectué progressivement à partir de
107 l'instauration d'un salaire minimum européen. Comme cela ne pourra se faire sans une
108 mobilisation importante de ressources publiques, une harmonisation progressive des
109 législations nationales en matière fiscale s'impose aussi. Seule une telle harmonisation
110 permettra de combattre de manière efficace l'évasion fiscale, actuellement favorisée par le
111 maintien du secret bancaire dans certains pays membres de l'UE. À terme, la semaine des 35
112 heures, sans diminution de salaire et avec embauche proportionnelle et obligatoire, doit être
113 appliquée au niveau européen. L'ensemble de ces droits seront garantis par un instrument
114 communautaire à valeur juridique contraignante, afin d'empêcher leur remise en question

115 ultérieure par la Cour de Justice Européenne. Cet instrument devra également permettre la
116 démocratisation de l'économie, notamment en développant le droit de grève et en renforçant
117 la participation des salariés à la prise de décision au sein des entreprises.
118

119 La Banque Centrale Européenne, quant à elle, devra être soumise au contrôle politique du
120 Parlement européen et du Conseil. Sa mission devra être redéfinie de manière à prendre en
121 compte des données économiques et sociales essentielles telles le chômage et le pouvoir
122 d'achat des salariés. Le Pacte de stabilité, constamment invoqué par la BCE et la Commission
123 européenne pour condamner les politiques sociales des États membres, doit être remplacé par
124 un Pacte de la croissance, de la sécurité sociale et de la protection de l'environnement.
125

126 Déi Lénk, ensemble avec les partis réunis au sein de la Gauche Unie Européenne et le parti de
127 la Gauche Européenne, s'engage à développer la justice sociale et se porte garante des acquis
128 sociaux obtenus par les luttes des salariés.
129

130

131 **3. Pour une Europe solidaire**

132

133 La stratégie de Lisbonne, fondée sur la libre concurrence, visant à faire de l'Europe
134 l'économie la plus compétitive au monde et un pôle en matière de recherche technologique
135 traduit une vision arrogante et euro-centrée du monde. S'il est vrai que la recherche
136 scientifique doit être renforcée et qu'il faut diversifier l'économie, cela ne peut se faire au
137 détriment des pays tiers. Une Union européenne qui se veut être à l'avant-garde d'un monde
138 plus juste doit adopter une stratégie fondée sur les valeurs de solidarité et de coopération, et
139 non pas sur des principes compétitifs et concurrentiels..

140 Le dumping social appliqué à l'intérieur de l'Union même désolidarise les populations
141 européennes en mettant en concurrence travailleurs et salariés. Si en théorie la libre
142 circulation des personnes permet aux individus de choisir librement où ils veulent vivre et
143 travailler, elle simplifie en pratique surtout les démarches d'acquisition de main d'œuvre bon
144 marché pour les entreprises. Pour que les salariés européens puissent défendre leurs droits
145 face au patronat, leur unité et solidarité sont indispensables. Elles ne peuvent être acquises
146 que sous la condition d'une harmonisation vers le haut des minimas sociaux. Dans cette
147 logique, déi Lénk estime qu'il faut renforcer les organisations syndicales et garantir leur
148 pouvoir d'action. Les syndicats sont en effet la base et la condition de la solidarité entre les
149 travailleurs et les garants de l'intégration de ces derniers dans le dialogue social au sein des
150 entreprises.
151

152 La crise alimentaire qui est passée sous silence depuis que la crise financière a pris le dessus
153 dans les discours politiques est elle aussi le résultat de la politique euro-centrée menée au sein
154 de l'Union. La politique agricole commune (PAC), doit être réformée en profondeur en
155 prenant en considération la situation agricole mondiale et les relations commerciales avec les
156 pays dits en voie de développement. Il est inadmissible que les pays européens, par la voie de
157 leurs entreprises, continuent à traiter les pays du Sud comme au temps des colonies.

158 Sur le plan financier, les programmes structurels d'ajustement de la Banque mondiale et du
159 FMI doivent être revus et la dette des pays pauvres doit être annulée pour leur permettre
160 justement de dépasser la pauvreté.
161

162

163

164 **4. Pour une Europe écologique**

165

166 La crise du système n'est pas seulement d'ordre financier, économique et social, mais aussi
167 écologique, alimentaire et énergétique. La consommation à tout va dans les pays dits
168 développés en est une des causes principales. Il existe un lien indissociable entre le mode de
169 consommation des plus aisés et la destruction de la planète.

169 Une grande partie des initiatives actuellement menées pour lutter contre la destruction
170 écologique vise les ménages et les individus. D'autre part, les recherches se font pour
171 l'essentiel sur le niveau technologique, réduisant ainsi les responsabilités de l'action humaine

172 collective. Or, une vraie politique écologique ne peut se faire que dans la collectivité et par les
173 hommes. C'est la société entière qui est responsable pour la sauvegarde de la planète.
174 La réduction de la consommation effrénée en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon
175 est une condition préalable à toute tentative sérieuse de faire face à la catastrophe écologique.
176 Les modes de vie occidentaux qui reposent sur la consommation sans limites, sur le jetable,
177 sont à l'origine de la destruction de la nature dans les pays dits en voie de développement. Les
178 déforestations qui bouleversent le développement naturel de notre planète, que ce soit pour la
179 production de meubles bon marché ou pour créer des plantations monoculturelles destinées à
180 produire des aliments à bas prix, sont de notre responsabilité. Il est évident que nous devons
181 transformer nos sociétés de consommation en sociétés responsables et respectueuses de la
182 terre et des hommes qui les entourent.

183
184 Les normes environnementales et de développement durable doivent être relevées au niveau
185 européen pour pouvoir sauvegarder la biodiversité, garante d'un environnement équilibré pour
186 les générations futures. Déi Lénk dit non à l'énergie nucléaire, décrite comme propre, mais
187 qui en réalité produit des quantités considérables de déchets radioactifs dont l'impact
188 écologique à long terme ne saurait être sous-estimé.

189 Il faut que l'UE applique une politique volontariste en matière de recherche sur la production
190 d'énergies alternatives et renouvelables, ainsi que sur la réduction de la consommation
191 d'énergie. Les politiques actuelles pour relancer la consommation, notamment celles
192 soutenant la branche automobile, ne tiennent pas compte ces nécessités.. Si l'idée est
193 louable du point de vue de la sauvegarde de l'emploi, ces décisions sont cependant
194 irresponsables dans l'optique d'une politique de développement durable.

195

196

197 **5. Pour une Europe de la paix**

198

199 Lorsque les promoteurs de l'Europe actuelle n'ont plus d'arguments pour justifier la dérive
200 néolibérale en cours et appeler les peuples européens à se prononcer pour le traité
201 constitutionnel ou de Lisbonne, ils nous rabattent les oreilles avec l'idée de l'Europe comme
202 garante de la paix. Nous ne contestons nullement que la réconciliation des peuples constitue
203 un acquis majeur de la construction européenne ; en revanche, le Traité de Lisbonne exige le
204 « renforcement progressif des capacités militaires des États ». Cela est d'autant plus grave
205 qu'on les oblige en même temps à réduire leurs dépenses en matière sociale. .

206 La dissolution de l'OTAN est une revendication de déi Lénk, et à défaut de pouvoir dissoudre
207 cette alliance, les pays membres de l'Union européenne doivent en sortir. Si dans le futur
208 l'Union veut se targuer d'être le champion de la paix, elle doit inventer un autre modèle que
209 celui de la supériorité militaire. L'inféodation militaire, et par là politique, aux Etats-Unis
210 d'Amérique, illustre les complexes d'infériorité des dirigeants européens actuels. Plutôt que
211 d'imiter la politique militariste des Etats-Unis d'Amérique, déi Lénk les pays de l'Union
212 devraient dépenser leurs budgets militaires à des fins de cohésion sociale et de politiques
213 solidaires.

214 Au lieu de soutenir par sa politique de défense la logique du réarmement, l'Union, avec sa
215 vocation affichée de propager la paix, a comme devoir d'appeler au désarmement.

216

217

218 **6. Pour une Europe ouverte**

219

220 Les dirigeants sont en train de construire une Europe Forteresse. La politique de
221 l'immigration de l'UE ne concerne que des élites, des cadres et des travailleurs qualifiés dans
222 certains secteurs spécifiques. Ce principe de l'immigration choisie, selon les besoins
223 économiques de pays membres de l'Union, ne correspond pas à notre conception de
224 l'immigration. déi Lénk ne peut en aucun cas soutenir le projet d'instauration de la « Blue
225 Card », car il est inadmissible que ce soient les lois du marché qui décident de la mobilité de
226 l'individu. Toute personne doit avoir le droit de choisir où elle veut vivre et travailler.

227 La police privée Frontex qui sillonne la Méditerranée à la recherche des soi-disant immigrés
228 illégaux doit être démise de ses fonctions. Une Europe qui part à la chasse de gens qui
229 risquent leur vie avec l'espoir de jours meilleurs n'est pas une Europe de la paix, et encore

230 moins des droits de l'Homme. Qualifier un individu d'illégal est d'ailleurs déjà une aberration
231 en soi. La construction de camps aux frontières de l'Europe où s'entassent des gens qui
232 espèrent rejoindre l'Europe pour y vivre en dignité est une honte.
233 déi Lénk s'engage à appliquer une politique qui respecte les droits de l'homme et donc le
234 droit de migrer. Il faut particulièrement en temps de crise porter une attention spécifique aux
235 phénomènes migratoires. Il s'ajoute aux migrations de la faim et à celles liées à la destruction
236 écologique, les migrations directement liées à la crise financière. Dans les pays dits du Tiers
237 Monde, plus en plus de personnes s'entassent dans les faubourgs pourris des grandes
238 agglomérations où ils sombrent dans la précarité et d'où l'émigration devient la seule issue
239 possible. Une Europe de gauche refuse cette misère. Déi Lénk propose d'augmenter l'aide au
240 développement en soutenant les projets locaux, alternatifs et durables dans les pays
241 d'émigration pour que la migration ne soit plus la seule issue.
242
243

244 **Une réponse européenne à la crise ? Refonder l'Europe !**

245
246 Face à la crise, les dirigeants de l'Union européenne semblent plus désunis que jamais et
247 agissent en ordre dispersé, comme l'hétérogénéité des différents plans de relance nationaux
248 l'illustre. Le manque de conditionnalité à imposer aux banques et entreprises sauvées par
249 l'argent de l'Etat est une aberration, les contreparties demandées sont ridicules par rapport à
250 l'étendue des dégâts. Au lieu de proposer une alternative réellement européenne, unie et
251 progressiste, on assiste à un repli sur soi, à la tentation du protectionnisme aveugle.
252 Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin d'une politique économique européenne. Or
253 celle-ci ne saurait être fondée sur des instruments aujourd'hui dépassés comme le Pacte de
254 stabilité. Ce qu'il nous faut en revanche, c'est une Union européenne et des États qui
255 n'hésitent pas à intervenir dans l'économie, rétablissant ainsi la prééminence du politique sur
256 le marché. Ce nouvel interventionnisme démocratique devra notamment interdire les
257 parachutes dorés, stock-options et autres rémunérations excessives des patrons, tout en
258 augmentant le pouvoir et les droits des salariés au sein des entreprises. Dans certains secteurs
259 stratégiques, comme l'énergie et les services publics, des mesures de nationalisation
260 s'imposeront, y compris au niveau européen.
261 Face à la crise, face aux politiques actuelles qui contribuent à renforcer les inégalités en
262 Europe avec la privatisation des profits et la socialisation des pertes, il faut s'engager pour
263 une refondation de l'Union européenne sur des bases sociales, démocratiques et solidaires.
264 Pour déi Lénk, cette refondation doit passer par le Parlement européen, réuni en assemblée
265 constituante sous l'œil vigilant des populations. déi Lénk veut refonder l'Union européenne
266 en incluant dans le débat les populations européennes qui sont les premières concernées. La
267 construction du haut vers le bas en est à ses limites. L'Union Européenne a besoin d'une
268 constitution qui permette de remettre en cause les traités existants et de réviser toutes les
269 directives et dispositions néfastes adoptées jusqu'à présent, tout en garantissant l'unité de
270 l'Union.
271